

APPROCHE « ONE HEALTH »

L'ANSALB dresse le bilan et fait des projections



PRIX:2000F

N°00884 DU LUNDI 2 JUIN 2025

La Primeur

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE ET DE PUBLICITÉ PARAISSANT AU BÉNIN - 8^È ANNÉE - ISSN 1840-930X - N°:343-20/HAAC/CLC/SG/SGA/DAJDC/SDC/SCS

NOUVELLE DYNAMIQUE À LA BAD

Enjeux et perspectives pour le Bénin

(Une analyse prospective du Professeur Alain Babatoundé sur la gouvernance de la BAD sous la présidence de Sidi Ould Tah)



31^È ASSEMBLÉE RÉGIONALE AFRIQUE DE L'APF

Le Benin accueille les activités à partir de ce jour



DEMARRAGE DU CEP 2025

L'appel de Pdt Vlavonou à la sérénité et à la confiance

SÉMINAIRE TRIPARTITE À LA MARINA



Le Conseil Économique et Social entre refondation et nouvelle ambition nationale

PRÉVENIR LES GROSSESSES PRÉCOCES

L'ONG Femme Dynamique Action donne des clés aux élèves

PROMOTION DE LA VIE SOCIALE ÉPANOUIE

L'Ong "RéFES-Bénin" lance ses activités

PRÉVENIR LES GROSSESSES PRÉCOCES

L'ONG Femme Dynamique Action donne des clés aux élèves de Cotonou

Les élèves du Collège Notre-Dame des Apôtres de Cotonou ont été entretenus le mercredi 28 mai 2025 sur les bons gestes pour éviter les grossesses précoces. L'initiative est portée par l'ONG Femme Dynamique Action sous la présidence d'Estelle Carmelle Kpodo. Elle a bénéficié de l'appui de plusieurs partenaires tels que l'Institut National de la Femme, l'UNFPA Bénin, Amnesty Bénin, CARE Bénin-To-go et Young Leader of Bénin. L'engagement de la présidente et de son équipe est de sensibiliser les jeunes apprenants sur la prévention des grossesses précoces en milieu scolaire.

Réunies sous la coupole des responsables de l'établissement, les filles du premier et du second cycle ont écouté attentivement les panélistes invitées. Les différentes interventions ont tourné autour du thème : prévenir les grossesses précoces en milieu scolaire, une approche fondée sur la confiance en soi pour améliorer son rendement scolaire. L'avocate et ancienne ministre Marie-Élise Gbedo a marqué les esprits par une approche simple, directe et bienveillante. Elle a choisi de s'adresser aux jeunes comme une mère le ferait à ses filles, avec des mots calmes mais fermes. Elle instaure la pédagogie



interactive pour communiquer efficacement avec ses enfants. Face aux réponses timides à des termes considérés tabous, elle a déployé des explications concrètes sur les moyens de prévention dont le plus efficace reste l'abstinence.

Tout au long de la séance, les intervenantes ont mis l'accent sur la nécessité pour les jeunes de parler de sexualité avec leurs parents. Selon Maître Marie-Élise Gbedo, c'est là que commence la prévention. « Les parents doivent écouter. Les filles doivent se confier. Il ne doit pas y avoir de tabou », a exhorté l'avocate. Autour de la présidente Estelle Carmelle Kpodo, il a été rappelé que l'abstinence reste une option importante pour se concentrer sur ses études. À ses côtés, Yolande Fleury, cheffe communication de l'Institut National de la Femme, a précisé que les auteurs de grossesses précoces peuvent être poursuivis en justice, même si la victime change d'avis après avoir parlé. La sensibilisa-

tion a aussi abordé les pressions sociales, l'influence des réseaux, le manque d'information et les comportements à risque. À chaque préoccupation exprimée par les élèves, des réponses ont été proposées sans jugement. Pour clore la séance, les participantes ont exprimé leur satisfaction. Elles disent repartir mieux informées et conscientes des risques. Elles ont promis de mettre en pratique les conseils reçus. Afin d'ancrer cette démarche dans la durée, Estelle Carmelle Kpodo a annoncé la mise en place d'une cellule de suivi au sein du collège.

Elle sera composée de coachs et de spécialistes des questions de genre pour accompagner les élèves de manière continue. En clair, l'ONG Femme Dynamique Action montre le chemin d'aller au-delà des discours pour se concentrer sur les actes pour affronter la réalité. L'organisation pose les bases d'un engagement durable contre les grossesses en milieu scolaire.



SPEECH

15 REGLES SOCIALES POUVANT AIDER À MIEUX VIVRE EN SOCIÉTÉ...

1. Ne téléphonez pas plus de deux fois à une personne. Si elle ne répond pas à votre appel, présumez qu'elle doit être occupée à faire quelque chose d'important et laissez-la tranquille.
2. Rendez l'argent que vous avez emprunté avant même que l'autre personne se souvienne de vous l'avoir prêté. Cela montre votre intégrité et votre caractère. Il en va de même pour les stylos et les briquets.
3. Ne commandez jamais le plat le plus cher du restaurant quand quelqu'un vous invite à déjeuner ou à dîner. C'est indécent...
4. Ne posez pas de questions désobligeantes du genre « Ah donc vous n'êtes pas encore marié? » ou « Vous n'avez pas d'enfants? » ou « Pourquoi n'avez-vous pas encore acheté une maison? » ou « Pourquoi n'achetez-vous pas une voiture? » Ce n'est pas votre problème.
5. Ouvrez toujours la porte pour la personne qui vient derrière vous. Peu importe qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme, senior ou junior. Vous ne devenez pas petit en traitant bien quelqu'un en public.
6. Si vous prenez un taxi avec un ami et que celui-ci paie maintenant, veillez à payer la prochaine fois.
7. Respectez les différentes nuances d'opinions. Rappelez-vous que ce qui est bon pour vous peut apparaître mauvais à quelqu'un en face de vous.
8. Si vous taquinez quelqu'un et que celui-ci ne semble pas en rire, demandez-vous ce qui ne va pas. Son silence peut vouloir dire beaucoup de choses que vous ne pouvez pas maîtriser. Changez de paradigmes pour voir s'il ne va pas changer, éloignez-vous des idées mauvaises et apprenez à accepter les diversions d'idéologies et de comportement.
9. Ne manquez pas de dire tout haut ce que vous pensez tout bas. Car libre nous sommes, libre nous vivons. Ne manquez pas surtout dans l'agir et d'agiter votre présent. Ne pas le faire vous renvoie dans un passé qui vous a échappé pour toujours car le temps passé ne se rattrape pas. C'est ainsi que le futur ne nous regarde pas mais notre action du présent influe le passé qui peut nous rattraper d'une manière à une autre. Le présent importe donc plus que tout en ayant soin d'assumer nos actions. C'est une preuve de responsabilité.
10. Lorsque quelqu'un vous montre une photo sur son téléphone, ne faites pas glisser votre doigt vers la gauche ou la droite. Vous ne savez jamais quelle est la prochaine étape. Donc respectez l'intimité des gens.
11. Si un collègue vous dit qu'il a un rendez-vous chez le médecin, ne demandez pas pourquoi, mais dites simplement: « J'espère que vous n'avez rien de grave ». Ne le mettez pas dans la position inconfortable de devoir vous expliquer sa maladie personnelle. S'il veut que vous le sachiez, il vous le dira.
12. Traitez le balayeur avec le même respect que le DG. Car le premier dans ce domaine peut devenir dernier dans un autre domaine pourquoi pas dans le même domaine? C'est de la même manière que le dernier peut émerveiller d'un jour à un autre. Car nous sommes tous nés avec un minimum de connaissance qui n'est utile si elle est développée.
13. Si une personne vous parle directement, regardez-le et laissez votre téléphone. C'est une marque de respect.
14. Ne donnez jamais de conseils qui tendent à blesser l'autre de ce qu'il n'a pas pu faire. Mais cela suffit pas pour ne pas réagir là où il le fallait pour réveiller l'attention des gens sur ce qu'ils ignorent le plus.
15. Ne parlez jamais de vos richesses au milieu des pauvres. De même, ne parlez pas de vos enfants avec quelqu'un qui n'en a pas à moins que ce soit elle-même qui le demande. Que Dieu nous aide et nous protège. » Croyez plus en vous-même qu'en quelqu'un que vous ne maîtrisez pas ou qui n'est lié à vous par quoi que ce soit.

La Primeur

DÉPÔT LÉGAL N°10935 DU 26-12-18. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU BÉNIN, 4^E TRIMESTRE. ISSN 1840-930X-ENREGISTRÉ: N°343-20/HAAC/CLC/SG/SGA/DAJDC/SDC/SCS

ÉDITÉ PAR:

LA PRIMEUR COMMUNICATION

N° RCCM:

RB/COT/20 A 56979

IFU :

0202011402743

Siège National:

Parcelle G, Lot N°2135 Mèmontin, Pavés «La santé N°1» à Côté de la pharmacie Kindonou premier immeuble à étage après le carrefour-Cotonou, Littoral - Bénin,
Contacts: (00229) 96 11 35 32- 95 60 29 31

N° Compte Bancaire: 01003-000815124101-64 Coris Bank International
E-mail: laprimeur2018@gmail.com ou adhiscom454@gmail.com

PROMOTEUR:
Adam HOUETENON
Directeur de Publication:
Sergino LOKOSSOU
RÉDACTEUR EN CHEF:
Latifou BONI
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Latifou BONI

REDACTION
Gaël ADIGLA
GRAPHISME
Adam HOUETENON
(00229) 96 11 35 32 / 95 60 29 31
SERVICE COMMERCIAL
TIAMIOU Nafissatou
(00229) 97 52 09 76

NOUVELLE DYNAMIQUE À LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BAD)

Enjeux et perspectives pour le Bénin*Une analyse prospective du Professeur Alain Babatoundé sur la gouvernance de la BAD sous la présidence de Sidi Ould Tah*

À l'occasion des Assemblées annuelles 2025 du Groupe de la Banque africaine de développement qui se sont déroulées du 26 au 30 mai à Abidjan, en Côte d'Ivoire, sous le thème « Tirer le meilleur parti du capital de l'Afrique pour favoriser son développement », un nouveau président a été élu, le Mauritanien Sidi Ould Tah. Il a remporté l'élection au terme de trois tours de scrutin avec plus de 76,18 % des voix face au Zambien Samuel Maimbo (20,26 %) et au Sénégalais Amadou Hott (3,55 %) et devient le neuvième président de la BAD. Sa présidence pourrait marquer une nouvelle dynamique de proximité, d'agilité et de cohérence stratégique entre la BAD et les États membres. Selon Professeur Alain Latoundji Babatoundé dans un entretien accordé à La Primeur, cette élection est pour le Bénin une fenêtre d'opportunité pour consolider les acquis, amplifier l'impact de l'aide multilatérale, et accélérer la transformation structurelle de l'économie. Mais cela exige anticipation, professionnalisme et vision claire. Alain Latoundji Babatoundé est Professeur Titulaire en Sciences économiques et enseignant-chercheur au Département d'Économie de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) au Bénin. Titulaire d'un PhD en économie, il exerce à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG) de l'UAC.

Professeur, avec l'élection de Sidi Ould Tah à la tête de la BAD, certains parlent d'un signal fort pour l'Afrique de l'Ouest. Selon vous, que représente cette désignation à ce niveau de responsabilité ?

Certainement oui, et ce, pour différentes raisons. Primo, le



Professeur Alain Babatoundé

président sortant, notre frère d'à côté, Dr Akinwumi Adesina, a mis la barre déjà haute, après les deux mandats passés à la tête de l'institution avec plus de visibilité au-delà du continent et une capacité accrue de mobilisation de capitaux sur les marchés internationaux et auprès de partenaires non traditionnels. Il a annoncé lundi dernier, lors de l'inauguration des assemblées générales de la BAD à Abidjan, un montant avoisinant 325 milliards. Du point de vue opérationnel, avec son équipe, il a engagé la Banque et les pays de l'Afrique sur l'ambitieuse voie des « High-5 » : (i) éclairer l'Afrique, (ii) nourrir l'Afrique, (iii) industrialiser l'Afrique, (iv) intégrer l'Afrique et (v) améliorer la qualité de vie des Africains. Deuxio, c'est enfin un signal quand on considère le processus de sélection et l'issue.

Avec 76,18% des voix, les gouverneurs ont confié le gouvernail de l'institution à Sidi Ould Tah, un économiste chevronné, avec plus

de 35 ans d'expérience en finance africaine et internationale, ayant occupé de hautes fonctions : ministre de l'Économie et des Finances en Mauritanie, président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) depuis 2015. Sous sa présidence, il a mené une transformation complète qui a quadruplé le bilan de la banque, lui a valu une notation AAA et l'a positionnée parmi les banques de développement les mieux notées en Afrique. Entre autres, la BADEA aura déjà enregistré un accroissement du capital, passant de 4,2 milliards à 20 milliards de dollars en 2022. L'ambitieux plan stratégique à l'horizon 2030, sous lequel il officiait à la BADEA, met l'accent sur les infrastructures, les chaînes de valeur agricoles, l'industrialisation, le secteur privé dont les PME. Tertio, son élection fut un double mandat, une victoire avec une telle majorité n'étant jamais arrivée dans l'histoire de la BAD : en 2015, il avait fallu six tours de scrutin pour qu'Akinwumi Adesina soit



Sidi Ould Tah, Président de la BAD

élu, avec 58,1 % des voix. Si on reconnaît ces défis et enjeux actuels pour les pays Africains, on peut voir dans la confiance placée en lui, un signal à dépasser les ambitions et le bilan contrasté du président sortant. Car entre les grandes ambitions annoncées et les résultats de développement, le gap est parfois important dans différents secteurs.

Le Bénin a soutenu cette candidature. À votre avis, qu'est-ce que ce type d'engagement peut rapporter concrètement à un pays comme le nôtre ?

Pas vraiment ! la BAD, c'est 81 membres (dont 54 africains et 27 non africains), jouant un rôle central dans le financement du développement sur le continent, notamment via son guichet concessionnel, le Fonds africain de développement (FAD), destiné aux pays les plus fragiles. C'est déjà bien que le Bénin soit compté parmi les Nations qui ont apporté leur soutien au nouveau président élu. Ceci peut faciliter à un niveau donné, mais

un tel gain est vraiment marginal tout comme le soutien.

La BAD est une institution continentale et à ce titre, elle travaille aux côtés des pays avec la même philosophie et la même méthode. Point d'opportunités ou de gains, à voir outre mesure, dans un tel engagement. Il reste un acte diplomatique stratégique, pouvant induire une meilleure écoute des priorités nationales dans les discussions et des canaux de communication plus directs avec le sommet de l'institution. Je considère que le soutien politique ne saurait garantir systématiquement des retombées concrètes, surtout si le pays ne dispose pas de projets solides et bien préparés. Il faut éviter que ce type d'engagement soit perçu uniquement comme un pari diplomatique personnel ou partisan : il doit être inscrit dans une stratégie d'influence et de partenariat d'État. C'est juste un capital politique qu'il faudra savoir transformer en résultats opérationnels.

Dans un contexte où les besoins en financement sont énormes, le leadership d'un ouest-africain à la BAD change-t-il vraiment la donne pour des pays comme le Bénin ?

C'est désormais au Président élu, Sidi Ould Tah, qu'il revient de redéfinir les priorités de financement et le modèle de développement susceptible de répondre aux enjeux et défis des pays africains dont le Bénin. Il a commencé par indiquer les chantiers qui seront les siens à la tête de l'institution. Il semble qu'après les cinq priorités (High-5) de la BAD ces dix dernières années sous l'impulsion de Akinwumi Adesina, il faudra compter avec quatre points cardinaux sur les cinq prochaines années.

Au regard du diagnostic de la situation du continent, de la multitude d'études et de recherches sur l'Afrique et des consultations avec des personnalités d'Afrique et d'ailleurs, il a annoncé une vision axée sur quatre principaux piliers, qui reflètent l'étendue des changements attendus : (i) *multiplier par 10 le montant annuel des approbations et des décaissements de la BAD au profit du financement des économies*, (ii) *réformer l'architecture financière africaine, fédérant toutes les institutions de financement de développement dans le cadre d'une stratégie unique avec plus d'impact*, (iii) *transformer la croissance démographique en un dividende pour les pays par des investissements accrus dans la formation des jeunes, la santé, la création d'emplois décents, etc. puis enfin (iv) développer des infrastructures résilientes et capables d'impulser la création de valeurs, transformant l'Afrique en une grande usine pour le reste du monde*.

A ces quatre points cardinaux, le nouveau président associe les questions transversales dont le changement climatique, les technologies, et l'Intelligence artificielle. S'il y aura donc un changement de donne pour les pays africains, le Bénin notamment, ce serait à l'aune de ces priorités de dévelop-



Une délégation mauritanienne chez Talon lors des tractations

pement. Il sera important de s'y préparer en matière d'études et de projets de développement à proposer au financement de la Banque. Toutefois, le nouveau président prendra la fonction dans un contexte marqué par la suppression de 555 millions de dollars de contribution des États-Unis au Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel destiné aux pays à faible revenu : ce sera un grand challenge avec lequel il faudra rapidement avancer. L'impact d'une telle décision serait immédiat, le FAD étant un pilier du financement de projets essentiels en Afrique subsaharienne, dans des secteurs comme les infrastructures, la santé, l'agriculture ou l'adaptation climatique.

La suppression de la contribution américaine laissera un vide financier à combler, dans un contexte de raréfaction des ressources et de besoins en développement colossaux. C'est évident, que ceci appelle à une réflexion de fond sur la diversification des partenariats, mais aussi sur la résilience des mécanismes de financement multilatéraux face aux aléas politiques des bailleurs de fonds majeur. L'expérience du président à la BADEA restera un atout certain pour relever ce nouveau défi. On peut comprendre l'enjeu pour le président, lui qui dans sa première adresse à l'Afrique a dit : « Now, it's time to go to work. I'm ready.

Quels secteurs béninois pourraient, selon vous, bénéficier en priorité d'une coopération renforcée avec la BAD ? Y

a-t-il des chantiers à relancer ?

Ce ne sera pas automatique, étant donné le fonctionnement et l'approche opérationnelle de la Banque dans les pays. Les interventions de la BAD au Bénin sont structurées autour d'un Document de Stratégie Pays (DSP) sur la période 2022-2026. Ce cadre opérationnel conclu avec le Bénin sur la période, s'articule autour de deux (2) domaines prioritaires : (i) le soutien à la transformation de l'agriculture et au développement industriel ; et (ii) le renforcement des infrastructures de soutien à la production et à la compétitivité économique. Bien évidemment, comme c'est le principe pour les DSP, ces domaines prioritaires sont alignés sur les priorités du Gouvernement, définies dans le PND 2018-2025 et le PAG 2021-2026. Et dans ce cadre, la BAD intervient dans trois secteurs de concentration à savoir, les infrastructures, l'agriculture et l'énergie.

Il n'est donc pas possible d'envisager une reprise ou une relance avant 2027. Mieux, la revue à mi-parcours de ce DSP a été faite en février 2025 et il a été affirmé que l'objectif reste inchangé pour la période restante jusqu'en fin 2026. Ainsi, le nouveau président de la BAD prendra fonction en septembre 2025 et la mise en œuvre du DSP en cours va se poursuivre jusqu'en 2026. C'est évident qu'après 2026, à l'occasion de l'élaboration du nouveau DSP, la vision du nouveau président de la BAD prendra forme et corps avec de nou-

veaux secteurs de priorités de développement à définir. Déjà les bases matérielles du développement durable définies dans la vision Bénin 2060, s'inscrivent pleinement dans les chantiers annoncés.

Il est aussi évident, qu'au Bénin, un nouveau gouvernement serait déjà en place, avec certainement, de nouvelles orientations de développement. Toutefois, des marges de manœuvre existent à l'intérieur des deux domaines, le Bénin ayant toujours la possibilité d'orienter les financements de la Banque dans un projet ou dans un autre. C'est ainsi qu'il faut apercevoir le renforcement de la coopération entre le Bénin et la BAD et certainement, la relance de nouveaux chantiers.

En tant qu'économiste, comment évaluez-vous l'action actuelle de la BAD ? Est-elle toujours en phase avec les réalités économiques de l'Afrique ?

Une telle évaluation peut reposer sur plusieurs dimensions dont la stratégie, les instruments, les résultats et l'alignement avec les priorités économiques actuelles du continent. On peut se réjouir du principe de l'alignement stratégique des interventions de la Banque avec les priorités africaines. Je venais de décrire l'outil principal de négociation et discussion entre la BAD et le pays. C'est aussi évident, que la Banque est restée globalement en phase avec les réalités économiques africaines, notamment à travers les cinq grandes priorités stratégiques (« High

5 ») fixées par le président sortant : (i) *éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie*, (ii) *nourrir l'Afrique*, (iii) *industrialiser l'Afrique*, (iv) *intégrer l'Afrique* puis (v) *améliorer la qualité de vie des Africains*.

Ces priorités répondent aux grands défis structurels du continent (accès à l'énergie, productivité agricole, industrialisation, intégration régionale, capital humain, compétitivité). On peut questionner les résultats obtenus, les besoins de financement ayant explosé dans le temps, avec un faible taux de décaissement sur approbation ; mais ceci est un problème commun à la plupart des banques de développement. De plus en plus, la BAD adopte une approche axée sur les réformes et le renforcement des capacités, soutenant les réformes économiques, la gouvernance, l'amélioration du climat des affaires et le développement du secteur privé ; ce qui est crucial pour la transformation structurelle de l'économie. Face aux enjeux climatiques, on peut aussi noter une montée en puissance du financement climatique et des infrastructures résilientes dans le portefeuille de la Banque dans les pays, jouant un rôle de plus en plus important dans le financement de projets résilients au climat, qui reste un enjeu vital pour l'Afrique.

Enfin, la BAD a introduit des mécanismes de financement innovants et diversifiés pour répondre aux exigences de complexité des marchés. Dans ce cadre, elle utilise des prêts, des dons, des garanties, de l'assistance technique et des mécanismes de mobilisation de financements privés (blended finance, results based fund), ce qui renforce son efficacité.

Cependant, des difficultés opérationnelles limitent son empreinte : (i) *la lenteur dans l'exécution des projets (lourdeur administrative, délais de mise en œuvre, etc.)*, (ii) *moins de présence sur les questions de fragilité et de conflits, de gouvernance sécuritaire ou de réformes dans les États en transition*, (iii) *focus sur les infrastructures « dures », encore parfois perçue comme trop centrée sur les infrastructures*

physiques, au détriment des investissements sociaux (santé, éducation) ou de l'économie numérique puis enfin, (iv) une relative inégalité d'accès aux guichets de la Banque entre pays, des pays plus fragiles ou à faible capacité institutionnelle ayant plus de difficulté à mobiliser efficacement l'appui de la Banque.

Les nouveaux points cardinaux de l'action du Président élu vont sûrement proposer des solutions pour mitiger ces facteurs limitants. Donc oui, l'action de la BAD reste en phase avec les réalités économiques de l'Afrique, notamment par ses priorités stratégiques et ses investissements dans l'énergie, les infrastructures, l'intégration régionale et l'emploi. Toutefois, pour rester pleinement pertinente, elle doit accélérer l'exécution des projets, renforcer sa flexibilité face aux crises (sécurité, climat, dettes), et élargir davantage son appui aux secteurs sociaux et à l'innovation technologique.

Est-ce que vous pensez que les États comme le Bénin sont suffisamment préparés pour capter les opportunités qu'offre cette institution ?

C'est une excellente question, et j'apporterai une réponse nuancée. Oui dans une mesure, même si l'état de préparation doit être constamment amélioré face aux dynamiques actuelles du partenariat pour le financement du développement. Je considère que du point de vue des statistiques au niveau macro, le pays a renforcé ces dernières an-

nées la gouvernance économique et la discipline budgétaire ; ce qui le rend plus éligible à des financements concessionnels et à l'appui budgétaire basé sur les performances que la BAD propose comme instruments. On pourra ajouter une clarté de la vision stratégique en termes de développement même si l'approche reste améliorable. Avec des documents de planification dont le Programme d'action du gouvernement (PAG), les plans décennaux et quinquennaux (PND) à élaborer en termes d'opérationnalisation de la vision Bénin 2060, il y a une volonté de transformer structurellement l'économie, et le pays dispose d'un cadre stratégique cohérent pour mobiliser l'appui de l'ensemble des partenaires, dont la BAD. Il y a enfin, une capacité accrue de formulation de projets, le pays s'étant doté d'équipes techniques compétentes et capables de concevoir des projets bancables, notamment dans les infrastructures, l'énergie et l'agriculture qui sont les secteurs qui mobilisent l'attention.

Mais d'importants défis sont aussi persistants et il est important d'y remédier. C'est d'abord une capacité institutionnelle et technique encore limitée, certains ministères ou agences nationales ayant encore des difficultés à absorber les fonds disponibles rapidement et efficacement, surtout en ce qui concerne le suivi, la passation des marchés et l'évaluation. L'enjeu dans quasiment toutes les institutions de développement, ce n'est pas la capacité à faire approuver les financements, c'est plutôt

la capacité à décaisser les crédits, laquelle reste faible pour différentes raisons. Même si la BAD tente de simplifier ses processus, ils restent souvent complexes et le Bénin, comme d'autres pays d'ailleurs, peine parfois à s'adapter aux exigences techniques, environnementales et sociales qui sont des conditions suspensives. Plus spécifiquement, je considère que l'accès inégal entre les secteurs socio-économiques constitue un problème. Les projets soutenus concernent surtout les infrastructures ou les grands programmes économiques du gouvernement, tandis que d'autres secteurs comme l'éducation, la santé ou l'innovation restent sous-représentés dans la coopération avec la BAD. Enfin, la capacité du pays à mobiliser les financements mixtes est encore faible même si des efforts sont faits comparativement à d'autres pays de la sous-région.

Le Bénin commence à explorer les financements innovants (PPP, blended finance), mais il faut encore renforcer la capacité à structurer ce type de projets pour maximiser les opportunités offertes par les instruments financiers modernes qu'offre la BAD.

Donc le Bénin a les fondamentaux pour capter les opportunités offertes par la BAD, surtout grâce à sa stabilité et à sa vision stratégique. Mais pour en tirer pleinement parti, il doit encore renforcer ses capacités d'exécution, élargir ses portefeuilles de projets à des secteurs variés, et s'adapter davantage à l'évolution des

mécanismes de financement.

Avec votre expérience dans le monde universitaire et des projets de développement, que faudrait-il améliorer dans notre façon d'aborder les financements multilatéraux ?

La question qui touche à un enjeu stratégique majeur pour les pays africains en général et certainement pour le Bénin encore plus. C'est en fait, comment maximiser l'impact des financements multilatéraux dans un contexte de besoins importants et croissants mais de ressources limitées ? il faut fondamentalement passer d'une logique opportuniste à une logique stratégique avec l'élaboration de cadres de partenariat stratégiques multisectoriels avec chacun des bailleurs multilatéraux (BAD, Banque mondiale, UE, BOAD, etc.) puis développer des portefeuilles de projets prêts à financer (« project pipelines »), alignés sur les priorités de développement au niveau national. Dans un exercice récent avec les sectoriels, on a pu noter comment des projets sont peu bancables car mal formulés ou faibles en justification économique et sociale. C'est donc important de renforcer l'ingénierie de projet et l'économie de la preuve comme outils de préparation en formant davantage de spécialistes en montage et évaluation de projets (économistes, planificateurs, ingénieurs) puis renforçant l'usage d'analyses coût-bénéfice, d'évaluations d'impact ex ante, et

de données probantes pour convaincre les bailleurs. Un troisième niveau de perspectives à améliorer reste la coordination institutionnelle et intersectorielle car on peut noter une multiplicité d'acteurs, un chevauchement de projets, une absence de guichet unique, des lenteurs à certains niveaux. Beaucoup de pays ont instauré des unités techniques intersectorielles de gestion des financements avec des mandats clairs puis une meilleure articulation entre les ministères sectoriels, les agences d'exécution et les bailleurs autour de cadres de résultats communs. Je considère que ces recettes peuvent être utiles pour le Bénin. Pour mieux tirer parti des financements multilatéraux, il faut une approche plus stratégique, technique, inclusive et fondée sur des résultats mesurables. Cela appelle une montée en compétence de l'administration, une meilleure articulation des politiques publiques, et une professionnalisation du dialogue avec les bailleurs.

Enfin, si vous aviez un message à adresser aux décideurs béninois en ce moment précis, quel serait-il ?

L'évaluation de la capacité d'endettement des pays a toujours été faite sur la base de la soutenabilité et de la viabilité de la dette, sous l'impulsion du Fonds monétaire international, garant de la stabilité macroéconomique au niveau international. Je considère qu'il faut y ajouter la capacité d'absorption du pays pour réaliser la cohérence entre le besoin et la réalisation.



OUVERTURE SOLENNELLE DE LA PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE

Voici l'intégralité du discours du Président Louis Gbèhounou Vlavonou

REPUBLIQUE DU BENIN

ASSEMBLEE NATIONALE

NEUVIEME LEGISLATURE
PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE
L'ANNEE 2025

DISCOURS D'OUVERTURE DU
PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE
NATIONALE,

M. Louis Gbèhounou VLAVONOU

Porto-Novo, le 10 avril 2025 2

Monsieur le Président du Parlement Panafricain ;
Mesdames et Messieurs les présidents des Institutions de la République du Bénin ;
Madame et Messieurs les membres du Bureau de l'Assemblée nationale ;
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;
Madame et Messieurs les membres de la Conférence des présidents ;
Honorables députés à l'Assemblée nationale, chers collègues ;
Mesdames et Messieurs les membres des corps diplomatique et consulaire ;
Mesdames et Messieurs les représentants des organisations internationales, régionales et sous régionales accréditées au Bénin
Madame le Préfet du département de l'Ouémé ;
Monsieur le Maire de la ville de Porto-Novo ;
Monsieur le Secrétaire général administratif de l'Assemblée nationale et son adjoint ;
Monsieur le Directeur de cabinet du président de l'Assemblée nationale et son adjoint ;
Mesdames et Messieurs les directeurs techniques et leurs adjoints respectifs ;
Mesdames et Messieurs les conseillers techniques et chargés de mission du Président de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Commandant du groupe de sécurité de l'Assemblée nationale ;
Monsieur le Président de l'AS-NAP ;
Monsieur le Président de l'AFO-PAR ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs ;

Je voudrais, au nom de la Représentation nationale et en mon nom propre, souhaiter la bienvenue, au Palais des Gouverneurs tenant provisoirement

lieu de siège de notre parlement, à notre illustre hôte, Son Excellence Monsieur Fortuné Zephania CHARUMBIRA, Président du Parlement Panafricain, dans le cadre de la présente cérémonie marquant l'ouverture solennelle de la Première Session ordinaire de l'Assemblée nationale du Bénin, au titre de l'année 2025.

Monsieur le Président, cher frère et ami,

Votre présence, parmi nous, donne un éclat singulier à la présente cérémonie, l'avant-dernière de la neuvième législature du Parlement béninois, dont le mandat arrive à terme en janvier prochain. Je voudrais donc vous remercier d'avoir tenu votre promesse d'y prendre part et pour l'important message qu'il vous a plu d'adresser à la Représentation nationale à cette occasion, ainsi que pour vos vœux de paix, de progrès et de prospérité formulés à l'endroit du peuple béninois tout entier. J'apprécie par ailleurs et à leur juste valeur les hommages rendus à la démocratie béninoise instaurée à la faveur de l'historique Conférence des forces vives de la Nation, de février 1990, et qui se consolide au fil des années. Venant surtout d'un hôte qui exerce des fonctions aussi prestigieuses que les vôtres et dont le pays a connu dans un passé récent, tout comme le Bénin, un régime de parti unique, c'est un encouragement à avancer dans la bonne direction, la démocratie n'étant jamais une construction achevée !

Mais j'ai compris aussi, Monsieur le Président, que vous êtes un homme d'engagement, avec pour ambition affichée de renforcer, par la diplomatie parlementaire et la coopération interparlementaire, l'influence de l'institution dont vous avez la charge et de resserrer les liens entre les États membres pour une Afrique plus unie et plus résiliente.

Vous incarnez donc l'espoir du Parlement Panafricain dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, qui vise à transformer l'Afrique en une puissance mondiale prospère, intégrée et pacifique, en mettant l'accent sur l'inclusion, la durabilité et l'indépendance économique.

A cet égard, votre réélection à la tête de notre institution commune

intervenue le 25 mars 2024 était amplement méritée et je voudrais, une fois encore, saluer votre leadership visionnaire ainsi que vos exceptionnelles qualités d'apôtre de la paix et de l'unité au service de l'intégration et du développement économique durable de notre Continent.

Aussi me paraît-il légitime que vous soyez très préoccupé, tout comme tant d'autres observateurs étrangers et nous-mêmes d'ailleurs, les principaux concernés, par la situation que traverse actuellement la sous-région ouest-africaine.

Je salue donc votre démarche, que mon pays accueille favorablement, car aucune initiative ne saurait être de trop pour ramener la sérénité et la concorde au sein de la

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), naguère un des fleurons et piliers essentiels de l'intégration du Continent.

Je voudrais par ailleurs saisir cette occasion pour vous donner l'assurance, s'il en était encore besoin, que la République du Bénin, qui a fait de son attachement à l'intégration régionale et sous régionale un des piliers fondamentaux de sa politique extérieure, ne ménage et ne ménagera aucun effort dans la recherche de solution à cette crise diplomatique majeure.

Messieurs les présidents,
Mesdames et Messieurs les députés,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs.

Il n'est un secret pour personne que cette crise diplomatique est malencontreusement née d'une autre crise, sécuritaire celle-là, qui secoue notre sous-région depuis un peu plus d'une décennie maintenant.

En effet, le terrorisme et l'extrémisme violent, deux phénomènes nouveaux apparus après la désintégration de la Libye, ont gagné de proche en proche plusieurs États ouest-africains dont le nôtre, provoquant au passage la déstabilisation de certains régimes politiques démocratiquement installés, aussitôt remplacés par des régimes d'exception qui se veulent plus aguerris et plus efficaces dans la lutte contre ces deux phénomènes.



Le débat sur la légitimité ou non de ces régimes semble aujourd'hui derrière nous. Cependant, les dommages collatéraux qu'il a causés au processus d'intégration sous régionale en cours depuis plus d'un demi-siècle demeurent. De fait l'urgence, à mon humble avis, c'est plutôt de rétablir la confiance et la collaboration entre les Etats de la sous-région dans leur lutte commune en vue d'éradiquer ces fléaux transfrontaliers qui menacent leur propre existence et compromettent leur développement économique et social, individuel comme collectif. La diplomatie parlementaire aurait pu y jouer sa partition si les parlements n'avaient pas été suspendus çà et là à la suite de ces changements de régimes. Hélas !

Il est un fait que le Burkina Faso, la République du Niger et la République du Bénin ont en partage le Parc régional W, devenu le repaire des terroristes de toutes affiliations. Dans ces conditions, une lutte véritablement efficace contre ces divorcés sociaux passe nécessairement par une étroite coopération entre ces trois pays frères car, comme l'a si bien écrit Chris Bradford, pourtant ceinture noire dans plusieurs arts martiaux : « Ce n'est qu'en nous unissant comme une seule force que nous resterons forts et invincibles. »

Du reste, les trois frères Curiace ont appris cette leçon à leurs dépens et l'ont enseignée au monde entier quand ils se laissèrent diviser et décimer un à un par le seul survivant des trois frères Horace, dans l'épilogue de cette guerre épique qui vit la victoire de Rome sur Albe au milieu du VII^{ème} siècle avant notre ère. C'est donc cette inclusion salvatrice dans la lutte contre le terrorisme que le Bénin appelle de tous ses vœux !

Certes, les forces de défense et de sécurité de ces différents pays se battent vaillamment pour repousser les attaques terroristes et neutralisent même parfois les assaillants par bandes entières. Mais, comme l'hydre de Lerne, dont les têtes repoussaient quand on les coupait une à une, les bandes terroristes semblent se renouveler indéfiniment dès qu'on leur laisse un peu de répit ; d'où la nécessité d'un assaut massif et concerté sur leurs derniers retranchements, sans leur laisser aucune possibilité de repli tactique leur permettant de reconstituer éventuellement leurs forces.

C'est le lieu et le moment de m'incliner respectueusement et une fois encore, au nom de la Représentation nationale et en mon nom propre, devant la mémoire de tous nos vaillants soldats tombés au champ d'honneur et de celle de toutes les autres victimes de cette barbarie inqualifiable et ab-surde. Nous prions le Tout-Puissant et Le Miséricordieux d'accorder paix et repos éternels à leurs âmes respectives et de consoler les familles éplorées.

Messieurs les présidents,
Mesdames et Messieurs les députés,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs.

Pour la première fois de son histoire, notre pays s'apprête à organiser, en 2026, des élections générales couplées législatives/communales et municipales, suivies quelques mois plus tard par la présidentielle. C'est le fruit des réformes politiques allant dans le sens d'un meilleur fonctionnement de l'État et de la rationalisation des charges budgétaires liées à la multiciplité des consultations électorales

Au sens des dispositions des articles 44 à 58 regroupés au sein du titre IV de la loi N° 2019-43 du 15 novembre 2019, portant Code électoral en République du Bénin, nous sommes déjà entrés de plain-pied dans la période pré-électorale depuis

le 08 janvier dernier, soit douze (12) mois avant la date du prochain scrutin, avec tout ce que cela comporte comme restrictions et autres interdictions pour les acteurs politiques et leurs soutiens respectifs.

Dans l'intérêt de la paix sociale et pour nous éviter toutes déconvenues éventuelles, je voudrais nous inviter à revisiter ces dispositions pertinentes afin de nous les approprier et de sensibiliser nos militants et autres sympathisants autour de ces questions essentielles pour notre vivre ensemble.

Messieurs les présidents,

Mesdames et Messieurs les députés,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs.

Pour la session qui s'ouvre ce jour et comme l'indique le projet d'ordre du jour qui vous a été distribué, une vingtaine de dossiers sont déjà en étude au niveau des commissions permanentes et qui seront respectivement soumis à l'examen et à l'adoption de la plénière dès que possible ; d'autres s'y ajouteront comme d'habitude en cours de session. Cette législature tirant lentement mais sûrement vers sa fin, il me paraît en effet impérieux que nos travaux puissent se dérouler dans la sérénité qui convient, loin de toute pression sociale, morale ou psychologique. Si d'aventure, certains dossiers jugés importants n'étaient pas vidés à l'issue de cette session ordinaire, ils pourront faire l'objet d'une ou de plusieurs sessions extraordinaires dans l'intersession parlementaire quand les conditions seront réunies à cet effet.

Cela dit, je voudrais savoir compter, comme par le passé, sur l'esprit de responsabilité et l'engagement de tous afin que cette législature, qui a suscité tant d'espoirs lors de son installation, se poursuive et s'achève avec un bilan dont chacun d'entre nous pourra être légitimement fier, parce que les fruits auront tenu la promesse des fleurs. Comme le disait l'autre, l'enjeu, c'est le Bénin et non les partis politiques, encore moins nos modestes personnes ici réunies.

Je voudrais clore mon propos en réitérant, en votre nom à tous et en mon nom personnel, notre sincère gratitude à notre illustre hôte pour l'honneur de sa présence et pour son important message adressé à la Représentation nationale ; je remercie également les présidents des institutions de la République, les membres des corps diplomatique et consulaire, les autorités administratives du Département de l'Ouémé et de la ville-capitale de Porto-Novo qui ont rehaussé de leur présence accoutumée l'éclat de la présente cérémonie.

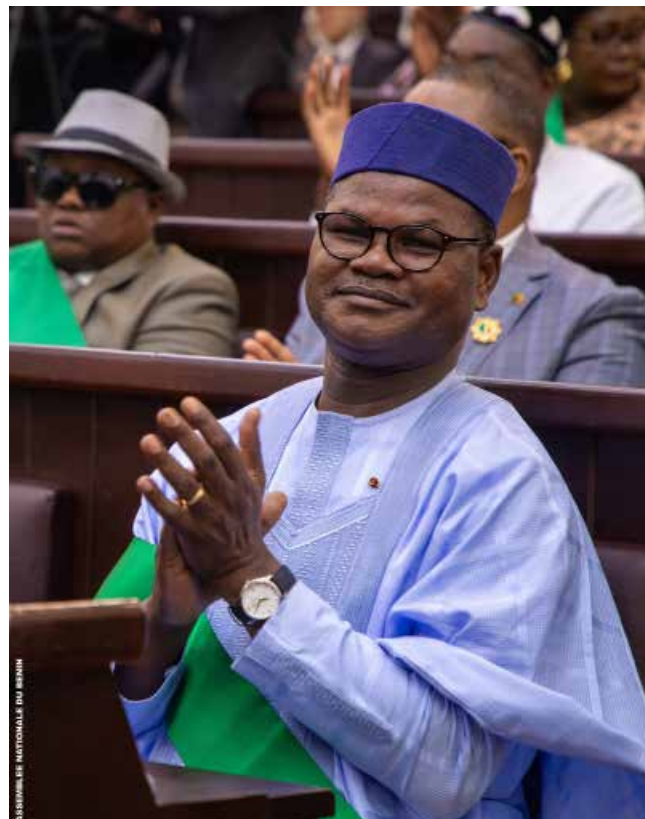
Mes sentiments de gratitude vont enfin aux partenaires techniques et financiers qui accompagnent le développement de notre pays ou qui assistent directement l'Assemblée nationale du Bénin ; je n'oublie pas les forces de défense et de sécurité dont la présence permanente nous rassure ainsi que toute l'administration parlementaire qui travaille comme les ouvrières dans une ruche ou dans une fourmilière.

C'est sur cette note de gratitude, empreinte de sincérité et de cordialité, que je déclare ouverte, ce jeudi 10 avril 2025, la première session ordinaire de l'Assemblée nationale du Bénin pour l'année 2025, en souhaitant pleins succès à nos travaux.

Vive la coopération interparlementaire !

Vive l'Assemblée nationale du Bénin !

Je vous remercie pour votre aimable attention.



PROMOTION DE LA VIE SOCIALE ÉPANOUIE

L'Ong "RéFES-Bénin" lance ses activités

"RéFES-Bénin" est une organisation non gouvernementale présidée par Missimahu Abraham Nartème Adido. Portée sur les fonds baptismaux le 31 mai 2025 dernier dans la commune de Zogbodomey, cette organisation s'est donné pour mission d'œuvrer pour le développement économique, social et culturel des populations. Aussi voudrait-elle voler au secours des couches vulnérables en proposant son accompagnement dans la promotion de l'éducation et dans le soutien des enfants déshérités ou abandonnés.



son épanouissement. Nous sommes convaincus qu'en travaillant ensemble, nous pouvons faire une différence tangible dans la vie de nos concitoyens. Notre objectif est de créer un impact positif sur le long terme, en améliorant les conditions de vie, en renforçant les liens sociaux et en favorisant l'autonomie des personnes », a-t-il soutenu avant d'indiquer : « L'Ong RéFES-Bénin que j'ai l'honneur de présider vient pour combler un certain nombre de vides en termes de soutien à toute la population béninoise en général, et aux couches vulnérables de façon singulière.

C'est d'ailleurs la raison fondamentale qui incite toute l'équipe qui la constitue à travailler d'arrache-pied pour et avec les jeunes, pour leur plein épanouissement. »

À en croire le chef de l'arrondissement d'Avlammè, Alexis Kougbè Gbafonou, présent à la cérémonie officielle de lancement des activités de RéFES-Bénin, c'est une première sous son magistère. Il a invité le bureau à ne pas se décourager dans la noble mission qu'il s'est découverte. « Je suis à votre entière disposition », a-t-il confié. Par ailleurs, pour marquer

d'un sceau spécial le lancement officiel des activités de l'Ong RéFES-Bénin, il a été distribué à tous les candidats au Certificat d'Études Primaires (CEP) de l'arrondissement de vrais dessinateurs et stylos. Contents, les parents d'élèves et élèves ont exprimé tour à tour leur reconnaissance à l'Ong RéFES-Bénin et à son bureau. Pour les sages et têtes couronnées présents à la cérémonie, il y a une mission divine qui sous-tend cette initiative qui, à partir du lancement des activités, fait de l'Ong non plus la leur, mais celle de toute la population de Zogbodomey. Joignant leurs voix à la célèbre pensée de Robert Kiyosaki qui estime que « votre futur est

créé par ce que vous faites aujourd'hui, pas par ce que vous ferez demain ». Une simple et forte manière pour eux d'exhorter tous, autant qu'ils sont, à s'approprier ce joyau afin d'orienter son fonctionnement dans le sens de la création d'un monde nouveau et meilleur, où femmes et hommes vivraient heureux dans un épanouissement éblouissant et sans condition.

Un match de gala entre l'équipe du bureau de l'Ong RéFES-Bénin et les jeunes de l'arrondissement d'Avlammè, ainsi que la distribution de jeux de maillots et de ballons, ont mis fin à la cérémonie de lancement des activités de l'Ong RéFES-Bénin.

INITIATIVE JEUNE

African Conscious Chill 2025 fixé au 31 août



L'édition 2025 de l'African Conscious Chill se tiendra le 31 août prochain. Reporté pour des raisons techniques, l'événement revient avec une programmation recentrée sur la collaboration entre créateurs visuels et entreprises. Photographes, vidéastes, graphistes, web designers, influenceurs et community managers seront au cœur des échanges pour mettre en lumière leur rôle dans la croissance des projets entrepreneuriaux. Destiné aux

entrepreneurs et aux acteurs de la création visuelle, l'événement prévoit des panels, un atelier pratique, des conférences, une exposition d'œuvres d'art et un moment de détente animé par un DJ.

Les organisateurs assurent que les partenaires seront pleinement associés à la communication autour de l'événement. La date du 31 août est désormais un rendez-vous pour les acteurs du monde créatif et entrepreneurial.

DEMARRAGE DU CEP 2025

L'appel de Pdt Vlavonou à la sérénité et à la confiance

Le Président de l'Assemblée nationale, Louis Vlavonou, a tenu à encourager les candidats aux examens de fin d'année, en particulier ceux du Certificat d'Études Primaires. Dans son message, il appelle les élèves à croire en eux, rend hommage aux enseignants pour leur engagement, et salue le soutien indéfectible des parents. Il réaffirme l'engagement de l'institution parlementaire pour une école béninoise forte et équitable.

En cette veille du démarrage des examens de fin d'année, j'adresse à chacune et à chacun des candidats aux divers examens, un mes-

sage de soutien, d'encouragement et de confiance. Je pense en particulier aux milliers d'élèves qui affronteront dès demain les épreuves du Certificat d'Études Primaires (CEP). Vous avez travaillé dur durant toute l'année scolaire. C'est maintenant le moment de donner le meilleur de vous-mêmes, dans le calme, la sérénité et la foi en vos capacités.

Aux enseignants, je tiens à rendre un hommage appuyé pour votre engagement sans faille dans la noble mission d'instruction et d'accompagnement.

Aux parents, je salue votre patience, vos sacrifices et votre soutien indéfectible. L'école étant le socle de toute nation forte, l'Assem-



blée nationale du Bénin reste engagée aux côtés du gouvernement pour continuer à faire de notre système éducatif un véritable levier de développement, d'équité et de progrès social. Que ces examens se déroulent dans les meilleures conditions, sous le signe de l'intégrité, de la discipline et de l'excellence.

Bonne chance à toutes et à tous !

Louis Vlavonou

31^e ASSEMBLÉE RÉGIONALE AFRIQUE DE L'APF

Le Bénin accueille les activités à partir de ce jour

Les délégations parlementaires prennent peu à peu leurs quartiers à Cotonou. La capitale béninoise s'apprête à accueillir, du 2 au 4 juin 2025, la 31^e Assemblée régionale Afrique de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Un rendez-vous politique majeur qui place, pour quelques jours, le Bénin au cœur du dialogue francophone sur le continent.



Les visages se succèdent, les poignées de main aussi. En ce dernier week-end de mai, l'aéroport international Cardinal Bernardin Gantin devient le point d'entrée de plusieurs figures du monde parlementaire africain. Deux arrivées ont marqué les dernières heures : celle du Camerounais Hilarion Etong, vice-président du Parlement de son pays et président en exercice de l'APF, suivie de près par celle du président de l'Assemblée nationale du Gabon, Jean-François Ndongou. Dès sa descente d'avion vendredi, Hilarion Etong a

été accueilli par une délégation conduite par le député Assan Seibou, représentant le président de l'Assemblée nationale du Bénin, Louis Gbèhounou Vlavonou. L'élus camerounais n'a pas tardé à exprimer sa reconnaissance envers les autorités béninoises pour avoir accepté d'abriter cette rencontre régionale.

« Le président Patrice Talon a autorisé la tenue de cette conférence ici, et cela représente un engagement important, à la fois politique et logistique », a-t-il déclaré. « C'est pour nous un honneur

et une grande satisfaction. » L'APF, forte de plus de 90 membres répartis sur quatre grandes régions Afrique, Europe, Asie-Pacifique et Amériques se réunit dans chacune d'elles à la veille de l'Assemblée plénière prévue en juillet à Paris. L'étape de Cotonou marque donc une phase de préparation stratégique pour la région Afrique.

Samedi matin, c'était au tour du président de l'Assemblée nationale du Gabon de poser le pied sur le tarmac béninois. Jean-François Ndongou, lui aussi accueilli par le député Assan Seibou, s'est dit tou-

ché par l'accueil chaleureux reçu sur place.

Face à la presse, il a pris un moment pour évoquer les enjeux de cette 31^e Assemblée, avec un regard particulier sur le rôle que la Francophonie a joué au Gabon depuis le renversement d'Ali Bongo en août 2023.

« La Francophonie a été l'une des rares organisations internationales à ne pas sanctionner notre pays durant la transition. Elle nous a plutôt accompagnés tout au long du processus qui a mené à l'élection du président actuel », a-t-il souligné.

« Aujourd'hui, nous voulons tirer les leçons de cette période pour mettre en place un cadre juridique permettant d'encadrer ce type de situations. Il faut normaliser la gestion des transitions politiques. »

Le dirigeant gabonais a également remercié les parlements de la région qui ont soutenu son pays, et a exprimé son espoir de voir bientôt le Gabon sortir définitivement de cette phase de transition, avec la tenue prochaine des

élections législatives et locales.

Pendant trois jours, les représentants parlementaires discuteront de plusieurs défis qui touchent de près les sociétés africaines : l'accès à l'énergie, les pressions démographiques, les tensions géopolitiques ou encore les modèles de gouvernance. À travers cette assemblée, l'APF espère affirmer davantage son rôle d'espace de dialogue, de solidarité et d'appui entre États francophones.

L'événement sera également l'occasion de dresser un état des lieux des actions menées depuis la dernière rencontre tenue à Yaoundé. En toile de fond, une ambition partagée : renforcer les institutions parlementaires sur le continent, dans un esprit de coopération et de stabilité.

Dans les couloirs du palais des congrès où se tiendront les travaux, le ballet des arrivées continue. La scène est prête. Les débats peuvent commencer.

SÉMINAIRE TRIPARTITE À LA MARINA

Le Conseil Économique et Social entre refondation et nouvelle ambition nationale

Acte inédit dans l'histoire des Institutions au Bénin, il s'est tenu le vendredi 30 mai 2025, dans la salle du peuple du Palais de la Marina, un séminaire tripartite réunissant le Gouvernement, l'Assemblée Nationale et le Conseil Économique et Social (CES). Organisée sous l'égide du Président de la République, Monsieur Patrice TALON, cette rencontre de haut niveau marque une étape cruciale dans la refondation de cette Institution républicaine longtemps cantonnée à un rôle consultatif.



route claire pour le Conseil Économique et Social, dans sa nouvelle configuration.

« Par une action concertée ayant abouti au vote de la loi organique relative au Conseil Économique et Social, nous avons redéfini ses missions et sa composition pour engager sa modernisation et le positionner comme un acteur clé du paysage institutionnel », a affirmé le Président Patrice TALON. Le séminaire a permis de rappeler la nouvelle mission stratégique du CES, tant au niveau national que départemental : être un vecteur actif de la démocratie participative et un pont entre

les Institutions républicaines et les citoyens. Il s'agira notamment pour le CES de :

- promouvoir un dialogue constructif entre les catégories socioprofessionnelles et les institutions ;
- favoriser la compréhension et l'appropriation des lois et politiques publiques ;
- faire remonter aux instances de décision les préoccupations et attentes des citoyens ;
- commanditer des études scientifiques, organiser des colloques et collecter des données pour appuyer ses avis et recommandations.

« Ce que l'on attend et espère du Conseil Économique et Social, c'est qu'il soit un

forum-laboratoire de conciliation des idées entre les milieux socioprofessionnels et l'intérêt général », a précisé le Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur Louis VLA-VONOU.

Une nouvelle ère de complémentarité institutionnelle

Le Président du CES, Monsieur Conrad GBAGUIDI a, pour sa part, souligné le rôle pionnier de l'actuelle mandature dans cette phase de transition : « Nous sommes conscients de notre responsabilité historique. Il nous appartient de démontrer la pertinence de cette réforme et de tracer la voie pour les mandatures futures ». À travers cette concertation, l'ensemble des parties prenantes a affirmé sa détermination à faire du CES un véritable levier de la démocratie participative et de l'efficacité de l'action publique. Ce nouveau cadre

repose sur une volonté partagée de coopération interinstitutionnelle, dans un esprit de complémentarité. « Nous avons une chance historique de redéfinir les relations entre Institutions dans un esprit de complémentarité », a rappelé le Président de la République.

Un tournant fondateur

La journée s'est conclue dans une ambiance empreinte de fraternité et de responsabilité, illustrée par un déjeuner convivial réunissant tous les participants. Un moment de proximité et d'écoute. Loin d'être une simple réunion technique, ce séminaire tripartite marque le point de départ d'une ère nouvelle, où l'expertise, la concertation et l'audace guideront l'action publique. « L'arbre ne pousse pas en un jour. C'est chaque jour qu'il prend de la hauteur. Ce séminaire est l'un de ces jours fondateurs », a conclu le Chef de l'État.

APPROCHE « ONE HEALTH »

L'ANSALB dresse le bilan et fait des projections

Réunis à l'auditorium de l'École Polytechnique d'Abomey-Calavi, les membres de l'Académie nationale des sciences, arts et lettres du Bénin (Ansalb) ont mis la santé globale au cœur des débats. À travers leur traditionnel rendez-vous scientifique baptisé Vendredi de l'Académie, les académiciens ont passé en revue les défis liés à l'approche intégrée dite « One Health » et formulé plusieurs recommandations.

Professeur Souaïbou Farougou, membre de l'Ansalb et directeur de l'unité de recherche sur les maladies transmissibles de l'Epac, a introduit les échanges. Pour lui, l'enjeu, « il s'agissait d'évaluer, même brièvement, les avancées de l'approche One Health au Bénin, d'identifier les freins et de proposer des solutions pour une meilleure coordination. » L'approche « One Health » repose sur un principe selon lequel la santé humaine est indissociable de celle des animaux et de l'environnement. Cette idée soutenue depuis 2007 par des institutions comme la FAO, l'OMS ou encore l'Organisation mondiale de la santé animale s'applique aujourd'hui à des contextes variés.

Au Bénin, plusieurs structures y contribuent déjà. Le programme REDISSE, le CNLS-TP et l'Université d'Abomey-Calavi qui a ouvert un master dédié sont engagés dans cette dynamique. Mais pour professeur Souaïbou Farougou, les efforts restent fragmentés. « Chacun agit dans son coin. Pourtant, cette approche exige un travail collectif », a-t-il souligné. Trois communications ont meublé cette rencontre. La première, introductive, a permis de mieux cerner les principes de l'approche « One Health », ses avantages et ses limites. La deuxième révèle les aspects sociaux souvent négligés. Il s'agit du genre, équité, pratiques culturelles.



« On ne peut sérieusement mettre en œuvre cette approche sans prendre en compte ces réalités sociales », a insisté l'intervenant. Enfin, le CNLS-TP a présenté un état des lieux des obstacles et des perspectives d'avenir. Il en ressort une volonté commune de renforcer l'impact de « One Health

» au niveau national.

Recommandations fortes
Plusieurs pistes ont été évoquées pour améliorer la mise en œuvre de l'approche. D'abord, favoriser le dialogue entre secteurs. « Il faut briser les silos. Mettre autour de la même table les acteurs de la santé animale,

humaine et environnementale », a plaidé professeur Souaïbou Farougou. Ensuite, sécuriser les financements. Si les partenaires techniques et financiers jouent un rôle, l'engagement de l'État est tout aussi crucial. « Il faut un budget national dédié. Sans ça, les ambitions resteront des intentions

», a-t-il conclu. Cette séance de travail a ainsi posé les bases d'un plaidoyer en faveur d'une gouvernance sanitaire plus concertée. Une dynamique que l'Ansalb entend poursuivre, en espérant mobiliser toutes les parties prenantes autour de cette vision commune.

ELECTIONS GENERALES DE 2026

La Campagne « SAMEDI BLEU » lancée pour défendre la paix

Les rues d'Abomey-Calavi ont vu défiler une foule de jeunes ce samedi 24 mai 2025. En tête de la marche, Flora Agbra, ancienne Ambassadrice de la Paix Bénin 2022, a conduit des citoyens, des jeunes leaders et des représentants d'institutions vers la mairie de la commune. Une marche pacifique pour donner le ton d'une nouvelle campagne nationale baptisée « samedi bleu ». Elle veut rappeler, chaque samedi, à travers un geste simple le port du bleu que « rien ne vaut la paix ». Surtout à l'approche des élections générales de 2026. Portée dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Appui à l'Égalité de Genre Phase 1 (PAEG1), exécuté par le consortium Rifonga-Wanep-Fenep, cette campagne se veut inclusive.

Elle s'adresse aux jeunes, aux acteurs politiques, aux organisations de la société civile et à l'ensemble des citoyens. « Samedi bleu n'est pas qu'un symbole vestimentaire. C'est un message collectif adressé à la nation », a martelé Flora Agbra dans son allocution. Pour elle, ce mouvement est une continuité de son engagement en faveur de la paix, renforcé par son expérience comme bénéficiaire du PAEG1. Le choix de la couleur bleue n'est pas anodin. Il s'agit, selon l'initiatrice, d'une couleur associée à la stabilité, à la modération et à la responsabilité. Porter du bleu chaque samedi, c'est afficher un engagement personnel à maintenir un climat apaisé, aussi bien dans les espaces publics que dans les échanges sur les réseaux sociaux. « En 2026, le Bénin connaîtra trois scrutins majeurs. Cette campagne vise à préparer les esprits, à créer un terrain propice au dialogue et à la tolérance », a-t-elle précisé. La réussite du lancement repose également sur un important travail de mobilisation. Des organisations telles que la Coopération suisse au Bénin, Particip GmBH, ainsi que le consortium Rifonga-Wanep-Fenep

ont soutenu l'événement à travers un appui technique et logistique.

L'appel a été lancé aux autorités locales, aux mouvements de jeunesse, aux

partis politiques et aux étudiants pour qu'ils s'approprient cette campagne et en fassent une action durable. Alors que le pays s'apprête à vivre une séquence élec-

torale sans précédent, « samedi bleu » propose un espace de rassemblement pacifique. L'ambition est d'ancrer un réflexe citoyen qui transcende les appar-

tenances politiques ou sociales. « Le Bénin ne se construira pas dans la division, mais dans l'écoute et le respect », a indiqué Flora Agbra.



La Primeur COMMUNICATION

AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE STRATEGIE
ET DE CONSEIL EN COMMUNICATION

RCCM: RB/COT/20 A 56979
IFU : 0202011402743



Chez nous, c'est Chez vous !



NOS SERVICES

COMMUNICATIONS, INFORMATIQUE, RÉALISATION ET ÉDITION DE MAGAZINES, TRADUCTION, INTERPRÉTARIAT, ACTIVITÉS D'AGENCES DE PRESSE, PRESTATIONS DE SERVICES, ÉVÉNEMENTIEL, COMMERCE GÉNÉRAL ET DIVERS

COMMUNICATIONS

- Rédactions et publications d'articles
- Production Audiovisuelle
- Gestion d'image
- Conception des supports de communication et de sensibilisation
- Création de site web et de vos plateformes digitales
- Coaching et mise en relation
- Reportage photo

PRESSE

- Edition de journal et de magazine
- Proposition de contenu
- Publi-reportage (Presse écrite, Audiovisuel)
- Activités d'agences de presse
- Etc...

PRESTATION DE SERVICES

- Travaux d'imprimerie
- Sérigraphie
- Etc...

ÉVÉNEMENTIEL

- Location de salle
- Décoration intérieure et extérieure
- Planification des événements
- Services traiteurs
- Impresario
- Sonorisation

TRADUCTION

- Traitement d'une langue à une autre

INFORMATIQUE



+229 96 11 35 32



COTONOU/MENONTIN
Pavé «La santé N°1» à Côté (200 mètres) de la pharmacie
Kindonou 1er immeuble à étage après le carrefour Cotonou